



SNESPARIS



Snes-FSU-Paris



S3 de Paris – 3 rue Guy de Gouyon du Verger 94112 ARCUEIL cedex
Tél : 01 41 24 80 52 - email : s3par@snes.edu - Site <http://www.paris.snes.edu>

SOMMAIRE

P.1. Edito. Calendrier.
P.2 et 3. Appels à candidature pour la CAA.
P.4. Communiqué intersyndical du 11/11. Sécurité sociale : la conférence de convergence services publics Paris.

Certifications (arts,
DNL, FLE...)

Inscriptions
jusqu'au 16/11

PACD / PALD

Dépôt des dossiers jusqu'au 30/11

Visioconférence

Convergence services publics 75
« Reconquérons la sécurité sociale, notre bien commun ! »
Samedi 14/11
14h-17h

Des demi-groupes pour garder les établissements ouverts

La « grève sanitaire » à l'appel d'une large intersyndicale a été importante ce mardi 10 novembre, surtout en collège (autour de 80% à Claude Chappe, Jules Verne, plus de 50% à Gambetta, Marie Curie ou Edouard Pailleron...) et dans les vies scolaires. En faisant le choix de perdre une journée de salaire, les collègues revendiquent que l'accueil des élèves soit aménagé au plus vite dans les établissements que tous souhaitent garder ouverts.

Il revient maintenant au gouvernement de généraliser les mesures de dédoublements des classes dans tous les collèges comme dans tous les lycées. Car si le ministre a fini par concéder la possibilité des demi-groupes en lycée, seulement une vingtaine y sont à ce jour passés, la procédure de projet et l'absence de cadrage rendant le processus rectoral très long. Par ailleurs, des chefs d'établissement refusent d'en faire la demande au rectorat contre l'avis de la majorité des collègues, d'autres font traîner la remontée, d'autres encore ne mettent en place qu'une rotation des niveaux, qui, si elle permet de diminuer la pression sur la cantine, ne règle pas la question du risque de propagation dans des salles de classe surchargées. Quel est l'objectif de cette procédure ? Cliver les collègues ? Créer des situations sanitaires différentes d'un établissement à un autre ? Utiliser le management comme méthode pour réduire les effectifs, calquer les décisions sanitaires sur un appel à projet ? Mais qui décide ? L'Etat ou l'IFRAP ?

Dans notre région, selon Santé publique France, 1 448 enfants de 0 à 9 ans et 6 712 jeunes de 10 à 19 ans, prélevés la semaine du 26 octobre au 1er novembre, ont reçu dans les jours suivants un résultat positif. Soit un total de 8 160. Presque 12 fois plus que les chiffres des rectorats (238 cas annoncés par le rectorat de Paris, Créteil : 213 et Versailles 241).

Dans de très nombreux établissements parisiens, les bâtiments sont sous-dimensionnés pour accueillir les élèves selon des règles de distanciation physique exigées partout et en toutes circonstances hors des établissements scolaires. Il est urgent de répondre à l'inquiétude des personnels, des élèves et de leur famille de plus en plus exposés aux risques de contamination. Les mesures préconisées jusqu'ici pour limiter le brassage des élèves, aérer les salles ou désinfecter régulièrement les espaces de travail sont insuffisantes et trop souvent inapplicables. Les recrutements de personnels enseignants, de surveillance et d'agents des collectivités pour l'entretien des locaux sont à programmer sans attendre pour y remédier. Mais la réponse immédiate pour écarter toute contamination est de passer aux demi-classes alternées.

La mobilisation des personnels des vies scolaires (CPE et surveillants) a été significative dans de nombreux établissements. Elle traduit une inquiétude des collègues dont la mission principale est l'accompagnement des élèves dans les espaces collectifs comme les cantines où les risques sont encore plus importants compte-tenu des promiscuités imposées et du retrait du masque pour déjeuner.

L'annonce par le ministère d'un million de tests antigéniques pour les personnels confirme bien qu'il considère qu'ils sont véritablement exposés au virus au contact des élèves. Le passage en demi-groupe doit être cadré pour tous les établissements, les épreuves de bac prévues en mars doivent être repoussées en juin, les programmes doivent prendre en compte les nouvelles modalités de fonctionnement car il est illusoire de croire qu'ils pourront être traités dans leur totalité. La responsabilité du ministre et du recteur est engagée.

L'intersyndicale soutient les initiatives d'ores et déjà prévues localement et rappelle qu'elle a déposé des préavis afin de permettre, au regard des contextes locaux, la poursuite des actions.

N. Dehez, L. Faivre, K. Valcke,
Co-secrétaires générales du SNES-FSU Paris



Appel à candidature pour la liste Unité et Action (U et A)

Dans un contexte de crise économique, sociale et sanitaire, le gouvernement et le président de la République confirment leur orientation libérale. Les politiques choisies, aggravent la fracture sociale et plongent les plus précaires dans une **pauvreté extrême pendant que les plus riches ne cessent de s'enrichir**. Dans le même temps, les cadeaux fiscaux et les baisses **d'impôt privent l'Etat des recettes nécessaires au maintien et au développement des services publics**.

Ces choix politiques pèsent sur le budget de l'Education nationale, qui, dans le contexte actuel, n'est plus prioritaire.

Face à cette situation, le mouvement syndical a su fortement **mobiliser mais n'est pas parvenu à imposer au gouvernement** une autre orientation. Il a la responsabilité de continuer à convaincre que le syndicalisme permet de contrer les **politiques libérales et d'engranger de nouveaux acquis**.

Dans l'Education, le SNES et la FSU ont été de toutes les mobilisations : réformes, emploi, budget, sanitaire et ont participé à la forte mobilisation de la profession contre la réforme des retraites.

Les collègues ont renouvelé leur confiance envers notre organisation syndicale en votant à nouveau majoritairement pour le SNES aux dernières élections professionnelles et ce, dans un contexte de remise en cause des droits des personnels.

Unité et Action, la tendance majoritaire du SNES est porteuse **d'un syndicalisme unitaire et revendicatif, un syndicalisme ancré sur les réalités du métier, qui allie défense des droits des personnels, mobilisations et négociations locales, académiques et nationales, non seulement pour s'opposer aux contre-réformes, mais aussi pour acquérir de nouvelles avancées pour toutes et tous**.

Si vous vous reconnaissez dans l'orientation mise en œuvre par le SNES, vous pouvez être candidat sur la liste Unité et Action.

Contactez :

Nathalie Dehez ndehez@paris.snes.edu

Laetitia Faivre lfaivre@paris.snes.edu

Ketty Valcke kvalcke@paris.snes.edu

APPEL A CANDIDATURES D

Si vous pensez que le SNES-FSU

- doit impulser, face à la crise sanitaire pour que le Ministère prenne en compte la santé des élèves et des personnels

- ne doit pas se contenter de miser sur la performance
Blancher dans le cadre du « Grand Contrat de l'Education »
doit engager une lutte ferme pour une amélioration substantielle.

- ne doit pas laisser la réflexion pédagogique à l'abandon et doit faire en sorte que les collègues puissent exercer leur métier.

- doit continuer à refuser les réformes qui remettent en cause le statut, qui mettent fin au caractère professionnel de la fonction.

- doit montrer aux collègues la cohérence de la politique gouvernementale contre le public et les enseignants, la protection sociale et les retraites.

- doit impulser les luttes, favoriser la solidarité et **s'investir pleinement dans les Associations** de collègues.

- **doit prendre pleinement en compte les besoins de tous** et **prendre en compte la carte de l'Education prioritaire**

- **doit œuvrer résolument pour l'égalité** entre les collègues et les hommes.

- doit lutter contre toutes les formes de discrimination, **contre l'islamophobie et l'antisémitisme**

- a besoin du pluralisme en son sein et doit être **représentatif du milieu qu'il syndicalise**

- a besoin que l'EE, la tendance dominante, soit celle que le SNES adopte une orientation pédagogique, soit représentée à tous les échelons

Alors, rejoignez-**nous pour construire une Education Emancipée à l'occasion du vote** pour la Commission Administrative Académique de l'Education Nationale

Pour nous contacter

Nicolas VERDON nverdon9@gmail.com

Eric WATTEAU eric.watteau@wanadoo.fr



Suite au succès de la grève du 10 novembre, poursuivre la dynamique

Nos organisations se félicitent du succès de la grève du 10 novembre, particulièrement dans ce contexte de l'état d'urgence sanitaire et quelques jours à peine après la reprise. L'annonce de la grève avait certes déjà contraint le ministre à des annonces sur les lycées, mais nous sommes encore loin de ce qu'il faudrait pour assurer la sécurité sanitaire des personnels, des élèves et de leurs familles et aucune mesure n'a été présentée pour les écoles et les collèges. L'organisation des demi-groupes, lycée par lycée, et sans moyen supplémentaire, ne doit pas conduire à aggraver les inégalités entre établissements. Les allègements d'effectifs demandés par les équipes éducatives doivent être mis en place sans remettre en cause les obligations statutaires et réglementaires des personnels.

Les mesures annoncées ne seront pas suffisantes pour permettre à l'École de faire face longtemps à la deuxième vague épidémique. Il faut pour cela des recrutements massifs de personnels, à commencer par l'admission des listes complémentaires.

Nos organisations appellent les personnels à maintenir cette dynamique revendicative, en organisant des réunions pour faire le point sur la situation. Elles les invitent à agir en direction des DASEN, des recteurs et du ministre.

Nos organisations soutiennent les initiatives d'ores et déjà prévues localement et rappellent qu'elles ont déposé des préavis afin de permettre, au regard des contextes locaux, la poursuite des actions.

Sécurité sociale : la conférence de convergence services publics Paris



Dans le cadre du 75ème anniversaire de la Sécurité Sociale, de la campagne de la Convergence nationale sur la sécurité sociale lancée le 3 octobre à St Etienne et en plein débat sur le Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale, CGT, FSU, Union Syndicale Solidaires, Solidaires Finances Publiques, Sud Santé Sociaux, Union Syndicale de la Psychiatrie, ATTAC, Ensemble & Solidaires UNRPA, CNL, Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximités, Collectif des associations Citoyennes, Résistance Sociale, Combat Laique-Combat Social,

Réseau d'Education Populaire, Association Autogestion, Stop Précarité, UFAL, PS, PCF, EELV,

Génération.s, Ensemble !, GRS, GDS, R&S, ... vous convient à un premier débat de la Convergence Paris sur la Sécurité Sociale: « RECONQUÉRONS LA SÉCURITE SOCIALE, NOTRE BIEN COMMUN ! » samedi 14 novembre 2020 de 14h à 17h. Pour disposer du lien de la visio-conférence, merci d'envoyer un message à :

ConvergenceSP75@gmail.com



Convergence Paris

Pour que vivent les Services Publics et la Sécurité Sociale !